

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE

F. 86 — 863

**20 NOVEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon
Cession d'une partie de la Concession de mine de houille « Ouest de Mons »
en vue de créer la nouvelle concession de mine de houille de Thulin**

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la requête du 20 novembre 1979, par laquelle la société anonyme des Charbonnages du Borinage, en liquidation, à Mons, représentée par ses liquidateurs MM. A. Toint et J. Godefroid et l'Institution pour le développement de la gazéification souterraine (I.D.G.S.), à Bruxelles, représentée par son directeur M. P. Ledent et son directeur adjoint M. Ch. Bekervordersandforth sollicitent l'autorisation prévue par l'article 8 des lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919, la première de céder à la seconde et la seconde d'acquérir de la première une partie de la concession de mine de houille « Ouest de Mons » destinée à la création d'une concession nouvelle de mine de houille sous la dénomination de Concession de Thulin d'une superficie de 2 071 hectares 94 ares 65 centiares sous les communes d'Hensies, Quiévrain, Dour, Bousou et Bernissart en vue de la réalisation de la gazéification souterraine de charbon;

Vu le plan de la surface mentionnant les limites de cette concession nouvelle ainsi que les limites des concessions des mines de houille voisines à l'échelle de 1/10 000, annexé en quadruple exemplaire, visé et vérifié par les autorités compétentes;

Vu les statuts de la société anonyme des Charbonnages du Borinage, notamment ses articles 34 et 42;

Vu l'acte notarié de M. André Scheyven, notaire à Bruxelles, relatant les résolutions, de l'assemblée générale extraordinaire du 16 décembre 1977 relatives à la dissolution de la société anonyme des Charbonnages du Borinage, à la nomination des liquidateurs et aux pouvoirs de ceux-ci;

Considérant, d'une part, que l'assemblée a décidé de dissoudre la société par anticipation et de la mettre en liquidation à partir du 1er janvier 1978 et, d'autre part, qu'elle a nommé trois liquidateurs à ces fonctions;

Considérant que la même assemblée a conféré aux liquidateurs les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission et, notamment, tous ceux prévus par les articles 181 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sans qu'ils doivent recourir à l'assemblée générale des actionnaires pour obtenir l'autorisation d'exercer les pouvoirs spéciaux énumérés dans les articles 182 et 185, § 2, desdites lois, l'assemblée leur conférant dès à présent et expressément ces pouvoirs; que les liquidateurs ont reçu tous pouvoirs à l'effet de renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner mainlevée, avant ou après paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, et dispenser les conservateurs des hypothèques de prendre inscription d'office, les pouvoirs susénumérés étant indiqués à titre énonciatif et nullement limitatif;

Vu la délibération du 30 mars 1979 du collège des liquidateurs relative à sa composition et aux pouvoirs des liquidateurs;

Vu la loi du 28 décembre 1977, portant approbation de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne pour la réalisation en commun d'un programme de recherche susceptible d'aboutir aux applications industrielles de procédés de gazéification souterraine de houille et de lignite, signé à Bruxelles le 1er octobre 1976;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1979 fixant certaines modalités d'exécution de la loi du 28 décembre 1977 précitée;

Vu l'arrêté ministériel du 3 juillet 1979 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Institution pour le développement de la gazéification souterraine;

Vu l'acte notarié du 25 août 1980 établissant les statuts de l'établissement d'utilité publique portant la dénomination « Institution pour le développement de la gazéification souterraine » paru aux annexes au *Moniteur belge* du 23 avril 1981;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1980 approuvant la fondation de l'établissement d'utilité publique « Institution pour le développement de la gazéification souterraine » et ses statuts, notamment les articles 6, 7 et 15;

Considérant qu'en vertu de l'article 1er, 2e alinéa de ces statuts, les droits de l'Institution pour le développement de la gazéification souterraine remontent à la date du 13 juillet 1979;

Vu la décision n° 24 extraite du procès-verbal de la séance du conseil d'administration de l'Institution pour le développement de la gazéification souterraine du 4 septembre 1979 par laquelle le conseil d'administration donne délégation à MM. Ledent, directeur du projet, et Beckervordersandforth, directeur adjoint du projet, pour signer la convention entre la société anonyme des Charbonnages du Borinage, en liquidation, et l'I.D.G.S.;

Vu la convention du 20 novembre 1979 entre la S.A. des Charbonnages du Borinage, en liquidation, et l'Institution précitée par laquelle, sous réserve de l'accord des autorités compétentes, la première déclare céder à la seconde une partie de sa concession « Ouest de Mons », dont elle est devenue propriétaire par la loi du 12 avril 1965 pour en faire la « Concession de Thulin » en vue de réaliser les premières expériences de gazéification souterraine; que, selon le rapport du directeur divisionnaire des mines, une première tranche de crédit de 550 000 000 de francs a été prévue en vue de réaliser un programme d'expériences de gazéification souterraine;

Considérant que 40 % des dépenses, nettes de T.V.A. sont prises en charge par la Commission des Communautés Européennes et que le solde, T.V.A. comprise, est pris en charge à concurrence de 51 % par la Belgique et à concurrence de 49 % par la République Fédérale d'Allemagne sauf certaines dépenses à charge exclusive de la Belgique, à savoir : les charges concernant le traducteur, le conseil d'administration et le bâtiment provisoire;

Vu le certificat du 5 décembre 1979, délivré par le greffier de la province du Hainaut, attestant que la demande a été transcrite par ses soins, à sa date, sous le numéro 254 au registre spécial tenu en conformité de l'article 24 des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières, et que cette transcription a été notifiée aux deux parties intéressées;

Vu le rapport du 11 février 1980 du directeur divisionnaire des mines de la province du Hainaut;

Vu l'avis favorable donné le 27 mars 1980 par la Députation permanente du Conseil provincial du Hainaut;

Considérant que grâce aux crédits qui sont et seront alloués tant par la Commission des Communautés Européennes (C.E.E.) que par les deux Etats cosignataires de l'accord du 1er octobre 1976, l'Institution pour le développement de la gazéification souterraine possède manifestement les capacités financières pour tenter de mener à bien l'exploitation de ladite concession par une nouvelle méthode de gazéification « in situ »;

Considérant que le Comité de direction et le Comité scientifique et technique, prévus par l'accord belgo-allemand du 1er octobre 1976, ainsi que la direction du projet créée au sein de l'Institution précitée et groupant les personnes les plus compétentes en matière de gazéification du charbon et d'exploitation des mines, possèdent les capacités techniques les plus adéquates pour mener à bonne fin cette expérience de gazéification souterraine;

Vu les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 telles qu'elles ont été complétées et modifiées;

Considérant que l'accord du 1er octobre 1976 a été approuvé par la loi du 28 décembre 1977; qu'en vertu de ces textes, des essais, expériences, travaux doivent être entrepris sur des gisements de houille; qu'ainsi la loi du 28 décembre 1977 a manifestement entendu permettre à l'Institution qui serait créée pour assurer la réalisation des buts de l'accord, de disposer d'un gisement et d'en assurer à titre expérimental l'exploitation, même si les procédés dont la mise en œuvre est envisagée sont en cours de mise au point et si une procédure industrielle est, partant, aléatoire, qu'il se justifie dès lors, en vertu même de cette loi, qu'une concession minière soit accordée à l'établissement d'utilité publique « Institution pour le développement de la gazéification souterraine », par application des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières, en vue de la réalisation de ces expériences « in situ »;

Considérant que les actes ci-dessus visés donnent à l'Institution précitée les capacités technique et financière de nature à lui permettre de mener à bien la mission qui lui a été attribuée en exécution de l'accord du 1er octobre 1976 et de la loi d'approbation du 28 décembre 1977;

Considérant qu'en vertu de l'article 58, alinéa 5, des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières, la société cédante demeure solidairement responsable de la réparation des dégâts causés par ses exploitations et que la clause d'exonération figurant sub 5 dans la convention du 20 novembre 1979 ne peut dès lors s'interpréter que comme réglant les relations entre la cédante et le cessionnaire;

Vu la requête complémentaire en date du 19 juin 1985, par laquelle la société anonyme des Charbonnages du Borinage, en liquidation, à Mons, représentée par ses liquidateurs MM. A. Toint et J. Godefroid et l'Institution pour le développement de la gazéification souterraine (I.D.G.S.), à Bruxelles, représentée par son directeur M. J. Patigny et son directeur adjoint M. T.-K. Li, déclarent qu'il ne paraît pas nécessaire, vu les expériences menées à ce jour, de disposer d'une superficie de 2 071 hectares 94 ares 65 centiares envisagée en 1979 dans l'optique d'une exploitation industrielle, mais de la réduire à une surface de 416 hectares 55 ares 12 centiares entourant les puits actuellement forés, nécessaire pour mener à bonne fin les expériences prévues;

Vu le plan de la surface annexé, mentionnant les nouvelles limites de cette surface qui s'inscrit entièrement dans le périmètre défini dans la requête du 20 novembre 1979, plan à l'échelle de 1/10 000 en quadruple exemplaire, visé et vérifié par le Directeur Divisionnaire des Mines du Service Ressources du Sous-Sol;

Vu l'avenant, annexé, daté du 19 juin 1985, à la convention du 20 novembre 1979 entre la S.A. des Charbonnages du Borinage, en liquidation, et l'Institution précitée;

Considérant que cette requête complémentaire a été définie sur base des objectifs nouvellement définis suivants :

— couvrir la partie du gisement qui offre les meilleures garanties de réussite d'expériences future, compte tenu des renseignements disponibles (sondage de l'I.D.G.S., sondage du Jardiné, exploitations des Charbonnages de Hensies-Pommerœul);

— offrir le minimum de risques au point de vue de l'environnement, la surface retenue étant quasi inhabitée.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles notamment l'article 6, § 1er, VI, 1er et X;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,

Arrête :

Article 1er. La société anonyme des Charbonnages du Borinage, en liquidation, à Mons, est autorisée à céder à l'Institution pour le développement de la gazéification souterraine, dont le siège social est établi à Bruxelles, la partie de sa concession de l'« Ouest de Mons » représentée au plan ci-annexé et délimitée par le tracé « 8, X, Y, Z, 8 » défini ci-après :

« Le tracé 8-X est rectiligne et suit la droite qui joint les points 1 et 2.

Le point 1 est le point commun à la limite des communes d'Hensies et Quiévrain sur la frontière française.

Le point « 2 » est le point « B » défini par l'arrêté du Secrétaire Général du Ministère des Affaires économiques du 30 décembre 1941, validé par l'arrêté du Régent du 14 février 1948, c'est-à-dire le point d'intersection de la limite septentrionale de la commune de Thulin (à l'endroit où elle sépare les parcelles cadastrées respectivement sous le n° 366/a de la section C de la commune de Pommerœul et le n° 8/2 de la section A de la commune de Thulin) avec une droite menée parallèlement à la nouvelle Haine rectifiée, à la distance de 30.50 m vers le Sud de l'axe de cette rivière.

Le point 8 se trouve à l'intersection de la droite 1-2 avec la limite Est de la concession d'Hensies-Pommerœul et Nord de Quiévrain.

Le point X se trouve à l'intersection de la droite 1 et du méridien 15,750 m Ouest.

Le tracé X-Y est rectiligne et suit le méridien 15.750 Ouest.

Le point Y se trouve à l'intersection du méridien 15.750 Ouest et du parallèle — 4.000 m Sud.

Le tracé Y-Z est rectiligne et suit le parallèle — 4.000 m sud.

Le point Z se trouve à l'intersection du parallèle — 4.000 m Sud avec la limite Ouest de la concession de l'« Ouest de Mons » avec la concession d'Hensies-Pommerœul et Nord de Quiévrain.

Le tracé Z-8 suit la limite Ouest de la concession de l'Ouest de Mons avec la concession d'Hensies-Pommerœul et Nord de Quiévrain. »

Art. 2. Sans préjudice des droits résultant pour la Région de l'application de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne pour la réalisation en commun d'un programme de recherches susceptibles d'aboutir aux applications industrielles de procédés de gazéification souterraine de houille et de lignite, approuvé par la loi du 28 décembre 1977, et notamment les articles 2, 3 et 4, l'Institution pour le développement de la gazéification souterraine est autorisée à acquérir de la société anonyme des Charbonnages du Borinage, en liquidation, la partie de la concession de l'« Ouest de Mons » définie à l'article 1er, en vue de mener à bien la mission qui lui a été attribuée en exécution de l'accord du 1er octobre 1976 et de la loi d'approbation du 28 décembre 1977.

Art. 3. En vertu de l'article 58, alinéa 5, des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières, la société anonyme de Charbonnages du Borinage, en liquidation, et l'Institution pour le développement de la gazéification souterraine sont solidairement responsables des dommages provenant de travaux déjà faits au moment du transfert.

Art. 4. Le concessionnaire se conformera aux lois et règlements sur les mines et aux instructions qui lui seront données par l'autorité compétente.

Art. 5. La partie cédée de la concession de l'« Ouest de Mons » restera soumise aux clauses et conditions des actes de concession et des cahiers des charges qui les régissent.

Art. 6. La partie de concession définie à l'article 1er portera le nom de « Concession de Thulin ». Elle s'étendra sous les communes de Hensies et de Quiévrain. Sa superficie est de 416 hectares 55 ares 12 centiares.

Art. 7. L'acte authentique de cession-acquisition sera passé dans les trois mois qui suivent la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté d'autorisation de cession-acquisition de concession et ce conformément au contrat intervenu entre les parties intéressées et signé « ne varietur » par celles-ci.

Art. 8. Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 novembre 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,
J.-M. DEHOUSSE

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 86 — 863

20. NOVEMBER 1985. — Erlass der Wallonischen Region
Abtretung eines Teils der Konzession für das Steinkohlenbergwerk « Ouest de Mons »,
um die neue Konzession für das Steinkohlenbergwerk von Thulin zu schaffen

Aufgrund des Antrags vom 20. November 1979, durch den die in Liquidation befindliche Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage in Mons, vertreten durch ihre Liquidatoren, die Herren A. Toint und J. Godefroid, und die Institution pour le développement de la gazéification souterraine (Institution für die Entwicklung der unterirdischen Vergasung I.D.G.S.), in Brüssel, vertreten durch ihren Direktor, Herrn P. Ledent, und ihren beigeordneten Direktor, Herrn Ch. Bekervordersandforth, die in Artikel 8 der am 15. September 1979 koordinierten Gesetze über die Bergwerke, Tagebaue und Gruben vorgesehene Genehmigung beantragen, die erstere der letzteren einen Teil der Konzession für das Steinkohlenbergwerk « Ouest de Mons » abzutreten und die letztere diesen Teil von der ersteren zu erwerben, um unter den Gemeinden Hensies, Quiévrain, Dour, Boussu und Bernissart im Hinblick auf die Untertagevergasung eine neue Konzession für das Steinkohlenbergwerk mit dem Namen Konzession von Thulin und einer Fläche von 2 071 Hektar 94 Ar 65 Zentiar zu schaffen;

Aufgrund des dem Antrag in vierfacher Ausfertigung beigefügten Flächenplans, der die Grenzen dieser neuen Konzession sowie die Grenzen der Konzessionen für die benachbarten Steinkohlenbergwerk im Massstab 1/10 000 angibt, von den zuständigen Behörden mit dem Sichtvermerk verzeihen und überprüft worden ist;

Aufgrund der Statuten der Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage, insbesondere ihrer Artikel 34 und 42;

Aufgrund der notariell beglaubigten Urkunde von Herrn André Scheyven, Notar in Brüssel, in der die Beschlüsse der ausserordentlichen Hauptversammlung vom 16. Dezember 1977 bezüglich der Auflösung der Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage, der Ernennung der Liquidatoren und der Bestimmung ihrer Vollmachten schriftlich niederlegt sind;

In der Erwägung, dass die Versammlung einerseits beschlossen hat, die Gesellschaft vorzeitig aufzulösen und sie ab dem 1. Januar 1978 in Liquidation eintreten zu lassen, und dass sie andererseits drei Liquidatoren ernannt hat;

In der Erwägung, dass dieselbe Versammlung die Liquidatoren für die Erfüllung ihres Auftrags mit den weitgehendsten Vollmachten ausgestattet hat, insbesondere mit denjenigen, die in den Artikeln 181 und folgenden der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften vorgesehen sind, ohne dass sie auf die Hauptversammlung der Aktionäre zurückgreifen müssen, um die Genehmigung zu erhalten, die Sondervollmachten auszuüben, die in den Artikeln 182 und 185, § 2, der besagten Gesetze aufgezählt sind, da die Versammlung ihnen diese Vollmachten schon jetzt und ausdrücklich überträgt; dass die Liquidatoren unbeschränkte Vollmacht erhalten haben, um auf alle dinglichen Rechte, Vorzugsrechte und auflösenden Handlungen zu verzichten, die Aufhebung, vor oder nach der Zahlung, aller Vorrechts- oder Hypothekeneintragungen, Auflassungen, Pfändungen, Vorfändungen bei Drittschulden und anderen Verhinderungen anzuordnen und die Leiter des Vorrechts- und Hypothekenregisteramts davon zu befreien, die Eintragung von Amts wegen vorzunehmen, wobei die obenerwähnten Vollmachten als Hinweis und keineswegs als erschöpfende Aufzählung angegeben sind;

Aufgrund der beratung des Liquidatorenkollegiums vom 30. März 1979 bezüglich seiner Zusammensetzung und der Vollmachten der Liquidatoren;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1977 zur Genehmigung des Am 1. Oktober 1976 in Brüssel unterzeichneten Abkommens zwischen der Regierung des Königreichs Belgien und der Regierung der Bundesrepublik Deutschland über die gemeinsame Durchführung eines auf die industrielle Anwendung von Verfahren zur unterirdischen Stein- und Braunkohlenvergasung gerichteten Forschungsprogramms;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. März 1979 zur Festlegung einiger Modalitäten zur Anwendung des vorerwähnten Gesetzes vom 28. Dezember 1977;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. Juli 1979 zur Ernennung der Mitglieder des Verwaltungsrates der Institution für die Entwicklung der unterirdischen Vergasung;

Aufgrund der notariell beglaubigten Urkunde vom 25. August 1980, die die Statuten der gemeinnützigen Einrichtung mit dem Namen « Institution pour le développement de la gazéification souterraine » (Institution für die Entwicklung der unterirdischen Vergasung) festlegt und in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* vom 23. April 1981 erschienen ist;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 21. Oktober 1980 zur Genehmigung der Gründung der gemeinnützigen Einrichtung « Institution pour le développement de la gazéification souterraine » und ihrer Statuten, insbesondere der Artikel 6, 7 und 15;

In der Erwägung, dass die Rechte der Institution für die Entwicklung der unterirdischen Vergasung aufgrund von Artikel 1 Absatz 2 dieser Statuten auf den 13. Juli 1979 zurückgehen;

Aufgrund des Beschlusses Nr. 24 aus dem Protokoll der Sitzung der Verwaltungsrates der Institution für die Entwicklung der unterirdischen Vergasung vom 14. September 1979, durch den der Verwaltungsrat die Herren Ledent, Direktor des Projekts, und Beckervordersandforth, beigeordneter Direktor des Projekts, ermächtigt, das Abkommen zwischen der in Liquidation befindlichen Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage und der I.D.G.S. zu unterzeichnen;

Aufgrund des Abkommens vom 20. November 1979 zwischen der in Liquidation befindlichen A.G. Charbonnages du Borinage und der vorerwähnten Institution, durch das, unter Vorbehalt des Einverständnisses der zuständigen Behörden, erstere erklärt, letzterer einen Teil der ihr aufgrund des Gesetzes vom 12. April 1965 gehörende Konzession « Ouest de Mons » abzutreten, damit letzterer daraus die « Konzession von Thulin » macht, um dort die ersten Experimente für die unterirdische Vergasung durchzuführen; aufgrund der Tatsache, dass nach dem Bericht des Abteilungsdirektors der Bergwerke ein erster Teilbetrag von 550 000 000 Franken vorgesehen worden ist, um ein Programm von Experimenten für unterirdische Vergasung zu verwirklichen;

In der Erwägung, dass 40 % der Ausgaben ohne Mehrwertsteuer von der Kommission der Europäischen Gemeinschaften übernommen werden und dass der Restbetrag, Mehrwertsteuer einbegriffen, zu 51 % von Belgien und zu 49 % von der Bundesrepublik Deutschland übernommen wird, mit Ausnahme einiger Ausgaben, die ausschliesslich zu Lasten Belgiens gehen, und zwar die Lasten bezüglich des Übersetzers, des Verwaltungsrates und des vorläufigen Gebäudes;

Aufgrund der Bescheinigung vom 5. Dezember 1979, mit der der Gerichtsschreiber der Provinz Hennegau bestätigt, den Antrag eigenhändig an seinem Datum, unter der Nummer 254 in das Sonderregister eingetragen zu haben, das gemäss Artikel 24 der koordinierten Gesetze über die Bergwerke, Tagebaue und Gruben geführt wird, und dass diese Eintragung den zwei betreffenden Parteien mitgeteilt worden ist;

Aufgrund des Berichtes des Abteilungsdirektors der Bergwerke der Provinz Hennegau vom 11. Februar 1980; Aufgrund des günstigen Gutachtens, das am 27. März 1980 von dem Ständigen Ausschuss des Provinzialrates Hennegau abgegeben worden ist;

In der Erwägung, dass dank der Mittel, die sowohl die EWG-Kommission wie auch die zwei mitzeichnenden Staaten des Abkommens vom 1. Oktober 1976 gewähren und gewährt werden, die Institution für die Entwicklung der unterirdischen Vergasung offensichtlich über ausreichende finanzielle Mittel verfügt, um zu versuchen, die Bewirtschaftung der besagten Konzession durch eine neue Methode von unterirdischer Vergasung zum Erfolg zu führen;

In der Erwägung, dass der Lenkungsausschuss und der Wissenschaftlich-Technische Ausschuss, die im belgisch-deutschen Abkommen vorgesehen sind, sowie die innerhalb der vorerwähnten Institution gegründete Direktion des Projektes, zu der die fachkundigsten Leute in Sachen Kohlenvergasung und Abbau der Bergwerke gehören, über die geeignetsten technischen Mittel verfügen, um dieses Experiment von unterirdischer Vergasung zum Erfolg zu führen;

Aufgrund der durch den königlichen Erlass vom 15. September 1919 koordinierten Gesetze über die Bergwerke, Tagebaue und Gruben, so wie sie ergänzt und abgeändert worden sind;

In der Erwägung, dass das Abkommen vom 1. Oktober 1976 durch das Gesetz vom 28. Dezember 1977 genehmigt worden ist; dass aufgrund dieser Texte, Versuche, Experimente und Arbeiten auf Steinkohlenflözen unternommen werden müssen; dass das Gesetz vom 28. Dezember 1977 der Institution, die gegründet werden soll, um die Ziele des Abkommens zu verwirklichen, somit offensichtlich die Möglichkeit bieten wollte, über ein Flöz zu verfügen und es versuchsweise abzubauen, selbst wenn die Verfahren, die angewandt werden sollen, gerade entwickelt werden und ein industrielles Verfahren folglich zufallsbedingt ist; dass es also eben aufgrund dieses Gesetzes gerechtfertigt ist, der gemeinnützigen Einrichtung « Institution für die Entwicklung der unterirdischen Vergasung » in Anwendung der koordinierten Gesetze über die Bergwerke Tagebaue und Gruben eine Tagebau-Konzession zu gewähren, um diese In-situ-Versuche durchzuführen;

In der Erwägung, dass die obenerwähnten Akten der vorerwähnten Institution die nötigen technischen und finanziellen Mittel verleihen, damit sie den Auftrag, der ihr in Durchführung des Abkommens vom 1. Oktober 1976 und des Genehmigungsgesetzes vom 28. Dezember 1977 erteilt worden ist, zum Erfolg führen kann;

In der Erwägung, dass aufgrund von Artikel 158 Absatz 5 der koordinierten Gesetze über die Bergwerke, Tagebaue und Gruben, die abtretende Gesellschaft solidarisch haftbar bleibt für den Ersatz der Schäden, die sie durch den Abbau verursacht hat, und dass die unter 5 aufgeführte Befreiungsklausel in dem Abkommen vom 20. November 1979 folglich nur als Regelung der Beziehungen zwischen dem Veräusserer und dem Erwerber ausgelegt werden kann;

Aufgrund des zusätzlichen Antrags vom 19. Juni 1985, durch den die in Liquidation befindliche Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage in Mons, vertreten durch ihre Liquidatoren, die Herren A. Toint und J. Godefroid, und die Institution für die Entwicklung der unterirdischen Vergasung (I.D.G.S.) in Brüssel, vertreten durch ihren Direktor, Herrn J. Patigny und ihren beigeordneten Direktor, Herrn T.-K. Li erklären, dass es aufgrund der bis jetzt durchgeführten Versuche nicht notwendig erscheint, über eine Fläche von 2 071 Hektar 94 Ar 65 Zentiar zu verfügen, wie sie 1979 im Hinblick eine industrielle Nutzung in Betracht gezogen wurde, sondern sie auf eine Fläche von 416 Hektar 55 Ar 12 Zentiar zu verringern, die die zur Zeit gebohrten Schächte umgibt und die notwendig ist, um die vorgesehenen Versuche zum Erfolg zu führen;

Aufgrund des dem Antrag in vierfacher Ausfertigung beigelegten Flächenplans, der die neuen Grenzen dieser Fläche, die ganz innerhalb des Umkreises des im Antrag vom 20. November 1979 definierten Gebietes liegt, im Massstab 1/10 000 angibt und vom Abteilungsdirektor der Bergwerke der Dienststelle für Bodenschätze mit dem Sichtvermerk versehen und überprüft worden ist;

Aufgrund des Nachtrags vom 19. Juni 1985, der dem Abkommen vom 20. November 1979 zwischen der in Liquidation befindlichen Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage und der vorerwähnten Institution beigelegt ist;

In der Erwägung, dass dieser zusätzliche Antrag sich nach folgenden neuen Zielsetzungen richtet :

- den Teil des Flözes decken, der unter Berücksichtigung der verfügbaren Auskünfte (Bohrungen der I.D.G.S., Bohrung des Jardiné, Abbau der « Charbonnages de Hensies-Pommeroeul ») die besten Garantien bietet für das zukünftige Gelingen der Versuche;
- die Umwelt so wenig wie möglich gefährden, da die betreffende Fläche fast unbewohnt ist.

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6 § 1 VI Punkt 1 und X;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
Auf Vorschlag des Ministers-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die in Liquidation befindliche Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage in Mons ist berechtigt, der Institution für die Entwicklung der unterirdischen Vergasung, mit Gesellschaftssitz in Brüssel, den Teil ihrer Konzession « Ouest de Mons » abzutreten, der auf dem beiliegenden Plan abgebildet ist und durch den nachstehend abgegrenzten Umriss « 8, X, Y, Z, 8 » begrenzt ist :

« Die Linie 8-X ist geradlinig und folgt der Geraden, die die Punkte 1 und 2 miteinander verbindet.

Punkt 1 ist der gemeinsame Punkt an der Grenze der Gemeinden Hensies und Quiévrain auf der französischen Grenze.

Punkt 2 ist der Punkt « B », der in dem durch den Regentenerlass vom 14. Februar 1946 validierten Erlass des Generalsekretärs des Ministeriums der Wirtschaftsangelegenheiten vom 30. Dezember 1941 bestimmt worden ist, das heisst der Schnittpunkt der nördlichen Grenze der Gemeinde Thulin (am Ort, an dem sie die unter der Nr. 386/a der Flurs C der Gemeinde Pommerœul beziehungsweise unter der Nr. 8/2 des Flurs A der Gemeinde Thulin katastrierten Parzellen trennt) und einer Geraden, die parallel zu der berichtigten neuen Haine verläuft, und zwar in einer Entfernung von 30,50 m Richtung Süden von der Mittellinie dieses Wasserlaufs.

Punkt 8 ist der Schnittpunkt der Geraden 1-2 und der östlichen Grenze der Konzession von Hensies-Pommerœul und der nördlichen Grenze von Quiévrain.

Punkt X ist der Schnittpunkt der Geraden 1-2 und des Längenkreises 15.750 m West.

Die Linie X-Y ist geradlinig und folgt dem Längenkreis 15.750 m West.

Punkt Y ist der Schnittpunkt des Längenkreises 15.750 m West und des Breitenkreises — 4.000 m Süd.

Die Linie Y-Z ist geradlinig und folgt dem Breitenkreis — 4.000 m Süd.

Punkt Z ist der Schnittpunkt des Breitenkreises — 4.000 m Süd und der westlichen Grenze der Konzession « Ouest de Mons » mit der Konzession von Hensies-Pommerœul und der nördlichen Grenze von Quiévrain.

Die Linie Z-8 folgt der westlichen Grenze der Konzession Ouest de Mons mit der Konzession von Hensies-Pommerœul und der nördlichen Grenze von Quiévrain.

Art. 2. Unbeschadet der Rechte, die sich für die Region aus der Anwendung des Abkommens zwischen der Regierung des Königreiches Belgien und der Regierung der Bundesrepublik Deutschland für die gemeinsame Durchführung eines Forschungsprogramms ergeben, das zur industriellen Anwendung von Verfahren von unterirdischer Stein- und Braunkohlenvergasung führen soll und durch das Gesetz vom 28. Dezember 1977, insbesondere durch die Artikel 2, 3 und 4 genehmigt worden ist, ist die Institution für die Entwicklung der unterirdischen Vergasung berechtigt, von der in Liquidation befindliche Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage den in Artikel 1 festgelegten Teil der Konzession « Ouest de Mons » zu erwerben, damit sie den Auftrag, der ihr in Durchführung des Abkommens vom 1. Oktober 1976 und des Genehmigungsgesetzes vom 28. Dezember 1977 erteilt worden ist, erfolgreich ausführen kann.

Art. 3. Aufgrund von Artikel 58 Absatz 5 der koordinierten Gesetze über die Bergwerke, Tagebaue und Gruben sind die in Liquidation befindliche Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage und die Institution für die Entwicklung der unterirdischen Vergasung solidarisch haftbar für Schäden, die durch Arbeiten entstanden sind, die bereits vor der Übertragung ausgeführt worden sind.

Art. 4. Der Konzessionsinhaber richtet sich nach den Gesetzen und Verordnungen über die Bergwerke sowie nach den Anweisungen, die ihm die zuständige Behörde erteilen wird.

Art. 5. Der abgetretene Teil der Konzession « Ouest de Mons » unterliegt weiterhin den Klauseln und Bedingungen der Konzessionsurkunden und der Lestenhefte, die sie regeln.

Art. 6. Der Teil der in Artikel 1 festgelegten Konzession trägt den Namen « Concession de Thulin ». Sie liegt unter den Gemeinden Hensies und Quiévrain und hat eine Fläche von 416 Hektar 55 Ar 12 Zentiar.

Art. 7. Der authentische Abtretungs- und Kaufvertrag wird gemäss dem zwischen den betreffenden Parteien abgeschlossen und zwecks Unabänderlichkeit unterzeichneten Vertrag binnen drei Monaten nach Veröffentlichung des Erlasses zur Genehmigung der Abtretung und des Erwerbs der Konzession im *Belgische Staatsblatt* abgeschlossen.

Art. 8. Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 20. November 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

VERTALING

WAALSE GEWEST

N. 86 — 863

20 NOVEMBER 1985. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
Overdracht van een deel van de steenkoolmijnconcessie « Ouest de Mons »
ten einde de nieuwe steenkoolmijnconcessie van Thulin te scheppen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het verzoekschrift van 20 november 1979 waarbij de naamloze vennootschap Charbonnages du Borinage te Bergen, in vereffening, vertegenwoordigd door haar vereffenaars, de heren Toint en J. Godefroid, en de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing (I.O.O.V.) te Brussel, vertegenwoordigd door haar directeur, de heer P. Ledent en haar adjunct-directeur, de heer Ch. Bekervordersandforth de toestemming

vragen die in artikel 8 van de bij koninklijk besluit van 15 september 1919 gecoördineerde wetten op de mijnen, graverijen en groeven voorzien is, de eerste om aan de tweede een deel van de steenkoolmijnconcessie « Ouest de Mons » over te dragen, de tweede om van de eerste dit deel te verwerven dat daarvoor bestemd is, een nieuwe steenkoolmijnconcessie genoemd « Concession de Thulin » te scheppen met een oppervlakte van 2 071 hectaren, 94 aren, 65 centiaren onder de gemeenten Hensies, Quiévrain, Dour, Boussu en Bernissart, ten einde de ondergrondse vergassing van steenkool te verwezenlijken;

Gelet op het plan van de bovengrond met de grenzen van deze nieuwe concessie alsook de grenzen van de naburige steenkoolmijnconcessies, op schaal 1/10 000, dat in viervoud bijgevoegd is en door de bevoegde overheden geïllustreerd en nagezien is;

Gelet op de statuten van de naamloze vennootschap Charbonnages du Borinage, inzonderheid op de artikelen 34 en 42;

Gelet op de notariële akte van de heer André Scheyven, notaris te Brussel, met de beslissingen van de buitengewone algemene vergadering van 16 december 1977 over de ontbinding van de naamloze vennootschap Charbonnages du Borinage, de aanstelling van de vereffenaars en hun bevoegdheden;

Overwegende enerzijds dat de vergadering besloten heeft de vennootschap vervoegd te ontbinden en ze vanaf 1 januari 1978 in vereffening te stellen en anderzijds dat ze drie vereffenaars tot die functies aangesteld heeft;

Overwegende dat diezelfde vergadering de vereffenaars de meest uitgebreide volmachten toegekend heeft voor het vervullen van hun opdracht en onder meer alle waarvan sprake is in de artikelen 181 en volgende van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, zonder dat ze een beroep moeten doen op de algemene vergadering van de aandeelhouders om toestemming te verkrijgen tot het uitoefenen van de bijzondere volmachten opgenoemd in de artikelen 182 en 185, § 2, van bedoelde wetten, daar de vergadering hun vanaf heden en uitdrukkelijk deze machten toekent; dat de vereffenaars alle volmachten verkregen hebben om alle zakelijke rechten, voorrechten en rechtsvorderingen tot ontbinding prijs te geven, om vóór en na betaling alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, overschrijvingen, beslagen, verzetten of andere verhandelingen op te heffen en om de hypotheekbewaarders ervan vrij te stellen inschrijving ambtshalve te nemen, bovengenoemde machten zijnde aangegeven bij wijze van vermelding en geenszins op beperkende wijze;

Gelet op de beslissing van het college der vereffenaars op 30 maart 1979 over de samenstelling ervan en de bevoegdheden van de vereffenaars;

Gelet op de wet van 28 december 1977 houdende goedkeuring van de overeenkomst tussen de regering van het Koninkrijk België en de regering van de Bondsrepubliek Duitsland voor de gemeenschappelijke verwezenlijking van een onderzoeksprogramma dat kan leiden tot industriële toepassingen van methodes voor ondergrondse vergassing van steenkool en ligniet, ondertekend te Brussel op 1 oktober 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1979 tot vaststelling van sommige uitvoeringsmodaliteiten van voornoemde wet van 28 december 1977;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 juli 1979 houdende aanstelling van de leden van de raad van beheer van de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing;

Gelet op de notariële akte van 25 augustus 1980 tot bepaling van de statuten van de instelling van openbaar nut genoemd « Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing », verschenen in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1980 tot goedkeuring van de oprichting van de instelling van openbaar nut « Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing » en van haar statuten, inzonderheid op de artikelen 6, 7 en 15;

Overwegende dat krachtens artikel 1, lid 2, van deze statuten de rechten van de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing tot 13 juli 1979 teruggaan;

Gelet op de beslissing nr. 24 uit de notulen van de zitting van de raad van beheer van de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing op 4 september 1979 waardoor de raad van beheer, de heren, Ledent, projectleider, en Beckervordersandforth, adjunct-projectleider, opdracht geeft om de overeenkomst tussen de naamloze vennootschap Charbonnages du Borinage, in vereffening en de I.O.O.V. te ondertekenen;

Gelet op de overeenkomst van 20 november 1979 tussen de N.V. Charbonnages du Borinage in vereffening en bovengenoemde Instelling, waardoor onder voorbehoud van het akkoord van de bevoegde overheden de eerste verklaart de tweede een deel van haar concessie « Ouest de Mons » waarvan ze eigenaar geworden is bij de wet van 12 april 1965, over te dragen om er de « Concession de Thulin » van te maken teneinde de eerste experimenten van ondergrondse vergassing uit te voeren; overwegende dat volgens het verslag van de divisiedirecteur der mijnen een eerste tranche van 550 000 000 frank voorzien is om een programma van experimenten van ondergrondse vergassing te verwezenlijken;

Overwegende dat 40 pct. van de uitgaven, BTW niet inbegrepen, door de Commissie van de Europese Gemeenschappen gedragen worden en dat het saldo, BTW inbegrepen, ten belope van 51 pct. door België en ten belope van 49 pct. door de Bondsrepubliek Duitsland gedragen wordt, uitgezonderd sommige uitgaven die exclusief door België gedragen worden, te weten : de lasten betreffende de vertaler, de raad van beheer en het voorlopige gebouw;

Gelet op het attest van 5 december 1979 afgeleverd door de griffier van de provincie Henegouwen, waarbij wordt verklaard dat de aanvraag door zijn toedoen, op zijn datum, onder het nr. 254 overgeschreven werd in het bijzonder register dat overeenkomstig artikel 24 van de gecoördineerde wetten op de mijnen, graverijen en groeven gehouden wordt, en dat deze overschrijving aan beide belanghebbende partijen betekend werd;

Gelet op het verslag van 11 februari 1980 van de divisiedirecteur der mijnen van de provincie Henegouwen;

Gelet op het gunstig advies gegeven op 27 maart 1980 door de Bestendige Deputatie van de Provincieraad van Henegouwen;

Overwegende dat dank zij de kredieten die zowel door de Commissie van de Europese Gemeenschappen (E.E.G.) als door de twee Staten die de overeenkomst van 1 oktober 1976 medeondertekend hebben, toegekend worden en zullen worden, de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing blijkbaar financieel in staat is om te proberen de ontginning van bedoelde concessie door een nieuwe methode van vergassing « in situ » tot een goed einde te brengen;

Overwegende dat het Bestuurscomité en het Wetenschappelijk en Technisch Comité voorzien in de Belgisch-Duitse overeenkomst van 1 oktober 1976 alsook de projectleiding opgericht binnen voornoemde Instelling en waartoe de meest bekwame personen inzake vergassing van steenkool en mijnontginning behoren, de meest geschikte technische vermogens bezitten om dit experiment van ondergrondse vergassing tot een goed einde te brengen;

Gelet op de wetten op de mijnen, graverijen en groeven, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 15 september 1919, zoals ze aangevuld en gewijzigd zijn;

Overwegende dat de overeenkomst van 1 oktober 1976 goedgekeurd werd bij de wet van 28 december 1977; dat krachtens deze teksten testen, proefnemingen, werken ondernomen moeten worden op kolenvelden; dat de wet van 28 december 1977 zodoende blijkbaar tot doel had, de instelling die geschapen zou worden om de verwezenlijking van de doelstellingen der overeenkomst te verzekeren, het mogelijk te maken over een kolenveld te beschikken en de ontginning ervan bij wijze van proef te verzekeren, zelfs als de methodes waarvan de toepassing overwogen wordt nog in staat van uitwerking zijn en als een industriële procedure derhalve nog niet zeker is, dat het krachtens deze wet dan ook gegrond is, de instelling van openbaar nut « Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing », door toepassing van de gecoördineerde wetten op de mijnen, graverijen en groeven, een mijnconcessie toe te kennen met het oog op de uitvoering van deze experimenten « in situ »;

Overwegende dat de hierboven bedoelde akten voornoemde Instelling de technische en financiële vermogens verlenen om de opdracht die haar toegekend werd ter uitvoering van de overeenkomst van 1 oktober 1976 en van de wet tot goedkeuring van 28 december 1977, tot een goed einde te kunnen brengen;

Overwegende dat krachtens artikel 58, lid 5, van de gecoördineerde wetten op de mijnen, graverijen en groeven, de overdragende vennootschap hoofdelijk aansprakelijk blijft voor de herstelling der schaden veroorzaakt door haar ontginningen en dat het vrijstellingsbeding opgenomen onder 5 in de overeenkomst van 20 november 1979 dan ook maar als een regeling van de betrekkingen tussen de overdraagster en de overneemster geïnterpreteerd kan worden;

Gelet op het aanvullende verzoekschrift van 19 juni 1985 waarbij de naamloze vennootschap Charbonnages du Borinage te Bergen, in vereffening, vertegenwoordigd door zijn vereffenaars, de heren A. Toint en Godefroid, en de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing (I.O.O.V.) te Brussel, vertegenwoordigd door haar directeur, de heer J. Patigny, en haar adjunct-directeur, de heer T.-K. Li, verklaren dat het — gelet op de tot hiertoe uitgevoerde experimenten — niet noodzakelijk blijkt over een oppervlakte van 2 071 hectaren, 94 aren, 65 centiaren te beschikken als voorzien in 1979 met het oog op een industriële ontginning en dat deze oppervlakte beperkt kan worden tot 416 hectaren, 55 aren, 12 centiaren rond de tot hiertoe geslagen putten, welke oppervlakte noodzakelijk is om de geplande experimenten tot een goed einde te brengen;

Gelet op het bijgevoegde plan van de bovengrond met de nieuwe grenzen van deze oppervlakte die helemaal past binnen de omtrek bepaald in het verzoekschrift van 20 november 1979, plan op schaal 1/10 000 en in viervoud dat door de Divisielidirecteur der Mijnen van de Dienst Rijkdommen van de Ondergrond gevisieerd en nagezien is;

Gelet op het bijgevoegde aanhangsel van 19 juni 1985 van de overeenkomst van 20 november 1979 tussen de N.V. Charbonnages du Borinage, in vereffening, en voornoemde Instelling;

Overwegende dat dit aanvullende verzoekschrift bepaald werd op basis van de volgende, onlangs vastgestelde doelstellingen :

— het deel van het kolenveld dekken dat de beste waarborgen van succes voor toekomstige experimenten biedt, rekening houdend met de beschikbare inlichtingen (boringen van de I.O.O.V., boring van het Jardiné, exploitaties van de « Charbonnages de Hensies-Pommerœul »);

— het minimum risico's bieden wat de omgeving betreft; de gekozen oppervlakte is quasi onbewoond.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VI, 1, en X;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van onze Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,

Besluit :

Artikel 1. Aan de naamloze vennootschap Charbonnages du Borinage te Bergen, in vereffening, wordt toestemming gegeven om de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing, waarvan de maatschappelijke zetel te Brussel gevestigd is, het deel van haar concessie « Ouest de Mons » over te dragen dat uitgedaald is op het hierbij gevoegde plan en door het hierna bepaalde tracé « 8, x, y, z, 8 » beperkt wordt :

« Het tracé 8-x is rechtlijnig en volgt de rechte die de punten 1 en 2 verbindt.

Punt 1 is het gemeenschappelijke punt van de grenzen der gemeenten Hensies en Quiévrain op de Franse grens.

Punt 2 is het punt « B » dat bepaald werd door het besluit van de Secretaris-Generaal van het Ministerie van Economische Zaken van 30 december 1941, geldig verklaard door het Besluit van de Regent van 14 februari 1946, te weten, het snijpunt van de noordelijke grens van de gemeente Thulin (op de plaats waar ze de percelen scheidt die respectievelijk onder nr. 386/a van de sectie C van de gemeente Pommerœul en nr. 8/2 van de sectie A van de gemeente Thulin gekadastréerd zijn) en een rechte die parallel loopt met de nieuwe rechtgetrokken Haine, op een afstand van 30,50 m naar het zuiden van de as van die rivier.

Punt 8 bevindt zich op het snijpunt van de rechte 1-2 en de oostelijke grens van de concessie Hensies-Pommerœul et Nord de Quiévrain.

Punt X bevindt zich op het snijpunt van de rechte 1-2 en de meridiaan 15 750 m W.L.

Het tracé X-Y is rechtlijnig en volgt de meridiaan 15 750 W.L.

Punt Y bevindt zich op het snijpunt van de meridiaan 15 750 W.L. en de parallel — 4 000 m Z.B.

Het tracé Y-Z is rechtlijnig en volgt de parallel — 4 000 m Z.B.

Punt Z bevindt zich op het snijpunt van de parallel — 4 000 m Z.B. en de westelijke grens van de concessie « Ouest de Mons » met de concessie Hensies-Pommerœul et Nord de Quiévrain.

Het tracé Z-8 volgt de westelijke grens van de concessie « Ouest de Mons » met de concessie Hensies-Pommerœul et Nord de Quiévrain.

Art. 2. Onverminderd de rechten die voor het Gewest voortvloeien uit de toepassing van de overeenkomst tussen de regering van het Koninkrijk België en de regering van de Bondsrepubliek Duitsland voor de gemeenschappelijke verwezenlijking van een onderzoekprogramma dat kan leiden tot industriële toepassingen van methodes voor ondergrondse vergassing van steenkool en ligniet, goedgekeurd bij de wet van 28 december 1977, inzonderheid de artikelen 2, 3 en 4, wordt aan de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing toestemming gegeven om van de naamloze vennootschap Charbonnages du Borinage, in vereffening, het deel van de concessie « Ouest de Mons » bepaald in artikel 1 te verwerven ten einde de opdracht die haar toegekend werd ter uitvoering van de overeenkomst van 1 oktober 1976 en van de wet tot goedkeuring van 28 december 1977, tot een goed einde te brengen.

Art. 3. Krachtens artikel 58, lid 5, van de gecoördineerde wetten op de mijnen, graverijen en groeven zijn de naamloze vennootschap Charbonnages du Borinage, in vereffening, en de Instelling voor de Ontwikkeling van de Ondergrondse Vergassing hoofdelijk aansprakelijk voor de schaden veroorzaakt door op het ogenblik van de overdracht reeds verrichte werken.

Art. 4. De concessiehouder moet zich naar de wetten en reglementen over de mijnen schikken alsook naar de instructies die hem door de bevoegde overheid gegeven zullen worden.

Art. 5. Het overgedragen deel van de concessie « Ouest de Mons » zal onderworpen blijven aan de bedingen en bepalingen van de akten van concessie en bestekken die erop toepasselijk zijn.

Art. 6. Het in artikel 1 omschreven concessiedeel zal « Concession de Thulin » heten. Het zal zich uitstrekken onder de gemeenten Hensies en Quiévrain. De oppervlakte ervan bedraagt 416 hectaren, 55 aren, 12 centiaren.

Art. 7. De authentieke akte van overdracht-verwerving zal verleden worden binnen drie maanden na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit tot vergunning van de overdracht-verwerving van concessie en dit overeenkomstig de overeenkomst die tussen de belanghebbende partijen tot stand gekomen is en door hen « ne varietur » getekend is.

Art. 8. De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie, is met de uitvoering van dit besluit belast.

Namen, 20 november 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 18 april 1986 wordt de benoeming van de heer Dr. B. Huys, corresponderend lid van de Klasse der Schone Kunsten van de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, tot werkend lid van bedoelde Klasse van deze Academie goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 18 april 1986 wordt de benoeming van Prof. Dr. G. Smets, bestuurder van de Klasse der Wetenschappen van de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, voor het jaar 1986, tot voorzitter van deze Academie, goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 18 april 1986 worden de hierna volgende benoemingen van leden bij de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten, goedgekeurd met ingang van de vermelde datum:

- Benoeming van Prof. Dr. F. Dumon, tot werkend lid van de Klasse der Letteren en der Morele Wetenschappen, met ingang van 5 mei 1982;
- Benoeming van de heren L.T. Van Looij en M. Martens, tot werkende leden van de Klasse der Schone Kunsten, met ingang van 2 juni 1982;
- Benoeming van Prof. Dr. J. Maton, bestuurder van de Klasse der Wetenschappen, tot voorzitter voor het jaar 1983, met ingang van 22 december 1982;
- Benoeming van de heer F. Baudouin, Prof. L. Reekmans, Prof. A. Verhulst en Prof. M. Storme, tot corresponderende leden, respectievelijk van de Klasse der Schone Kunsten en van de Klasse der Letteren en der Morele en Staatkundige Wetenschappen, met ingang van 22 december 1982;
- Benoeming van Prof. Dr. F. Collin, tot erelid van de Klasse der Letteren en der Morele en Staatkundige Wetenschappen, met ingang van 12 januari 1983;
- Benoeming van Prof. Dr. W. Soete en de heer J. Decadt, tot werkende leden, respectievelijk van de Klasse der Wetenschappen en van de Klasse der Schone Kunsten, met ingang van 19 januari 1983;
- Benoeming van Prof. Dr. J. Robijns, bestuurder van de Klasse der Schone Kunsten, tot voorzitter voor het jaar 1984, met ingang van 14 december 1983;
- Benoeming van Prof. Dr. A. Carlier, de heer A. Janssens de Bisthoven en Prof. Dr. H. Van Der Wee, tot werkende leden, respectievelijk van de Klasse der Wetenschappen, van de Klasse der Schone Kunsten en van de Klasse der Letteren en der Morele en Staatkundige Wetenschappen, met ingang van 14 december 1983;

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

« Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België » Nominations

Par arrêté royal du 18 avril 1986, est approuvée la nomination de M. Dr. B. Huys, membre correspondant de la Classe des Beaux-Arts de la « Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België », en qualité de membre de la même Classe de cette Académie.

Par arrêté royal du 18 avril 1986, est approuvée la nomination de Prof. Dr. G. Smets, directeur de la Classe des Sciences de la « Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België », pour l'année 1986, en qualité de président de cette Académie.

Par arrêté royal du 18 avril 1986, sont approuvées les nominations suivantes des membres de la « Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten », à partir de la date mentionnée:

- Nomination de Prof. Dr. F. Dumon, en qualité de membre de la Classe des Lettres et des Sciences morales, à partir du 5 mai 1982;
- Nomination de M. L.T. Van Looij et de M. Martens, en qualité de membres de la Classe des Beaux-Arts, à partir du 2 juin 1982;
- Nomination de Prof. Dr. J. Maton, directeur de la Classe des Sciences, en qualité de président pour l'année 1983, à partir du 22 décembre 1982;
- Nomination de M. F. Baudouin, Prof. L. Reekmans, Prof. A. Verhulst et Prof. M. Storme, en qualité de membres correspondants, respectivement de la Classe des Beaux-Arts et de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, à partir du 22 décembre 1982;
- Nomination de Prof. Dr. F. Collin, en qualité de membre d'honneur de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, à partir du 12 janvier 1983;
- Nomination de Prof. Dr. W. Soete et M. J. Decadt, en qualité de membres, respectivement de la Classe des Sciences et de la Classe des Beaux-Arts, à partir du 19 janvier 1983;
- Nomination de Prof. Dr. J. Robijns, directeur de la Classe des Beaux-Arts, en qualité de président pour l'année 1984, à partir du 14 décembre 1983;
- Nomination de Prof. Dr. A. Carlier, M. A. Janssens de Bisthoven et Prof. Dr. H. Van Der Wee, en qualité de membres, respectivement de la Classe des Sciences, de la Classe des Beaux-Arts et de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, à partir du 14 décembre 1983;